

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Francis Campeau, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Bois-des-Filion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 23 avril 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Bois-des-Filion

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE BOIS-DES-FILION (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE BOIS-DES-FILION au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE BOIS-DES-FILION inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

MARIE-CLAUDE DAGENAIS, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Blainville, le 23 avril 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	16 526 374	16 675 455	15 505 228
Compensations tenant lieu de taxes	2	219 976	178 387	181 990
Quotes-parts	3			
Transferts	4	757 342	2 973 903	3 041 508
Services rendus	5	1 294 357	1 567 293	1 314 540
Imposition de droits	6	1 321 625	1 810 913	1 443 812
Amendes et pénalités	7	561 720	644 150	693 996
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	345 732	844 266	453 506
Autres revenus	10		(497 402)	370 779
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	21 027 126	24 196 965	23 005 359
Charges				
Administration générale	14	2 808 829	2 824 128	2 587 811
Sécurité publique	15	5 263 392	5 252 813	4 933 735
Transport	16	3 323 676	3 376 085	2 942 091
Hygiène du milieu	17	4 720 289	4 373 783	3 914 147
Santé et bien-être	18	66 386	66 386	60 905
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 170 818	1 166 360	1 052 298
Loisirs et culture	20	5 371 460	4 868 631	4 764 382
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	856 589	844 569	623 139
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	23 581 439	22 772 755	20 878 508
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 554 313)	1 424 210	2 126 851
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		54 096 260	51 969 409
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		54 096 260	51 969 409
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		55 520 470	54 096 260

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 233 814	8 130 667
Débiteurs (note 5)	2	11 399 380	9 763 663
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	47 310	56 894
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	187 395	187 395
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	586 250	
	8	20 454 149	18 138 619
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 968 754	3 907 374
Revenus reportés (note 11)	12	655 600	775 402
Dette à long terme (note 12)	13	28 789 259	25 419 376
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	49 000	49 000
	16	33 462 613	30 151 152
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 008 464)	(12 012 533)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	68 326 795	65 290 535
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		586 250
Stocks de fournitures	20	118 259	159 658
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	83 880	72 350
	23	68 528 934	66 108 793
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	55 520 470	54 096 260
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	55 520 470	54 096 260
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	55 520 470	54 096 260

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 554 313)	1 424 210	2 126 851
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(12 812 071)	(7 116 238)	(4 445 638)
Produit de cession	3		2 962	3 000
Amortissement	4	3 242 124	3 296 720	3 215 362
(Gain) perte sur cession	5		780 296	3 696
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(9 569 947)	(3 036 260)	(1 223 580)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		586 250	
Variation des stocks de fournitures	10		41 399	(22 228)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(11 530)	(2 073)
	13		616 119	(24 301)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(12 124 260)	(995 931)	878 970
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 012 533)	(12 891 503)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 012 533)	(12 891 503)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(13 008 464)	(12 012 533)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 424 210	2 126 851
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 296 720	3 215 362
Autres			
▪ (Gain) perte sur disposition	3.1	780 296	3 696
▪ Réduction de placement du regroupement d'assurance	3.2	9 584	7 031
	4	5 510 810	5 352 940
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 635 717)	(1 670 988)
Autres actifs financiers	6	(586 250)	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	61 380	469 226
Revenus reportés	8	(119 802)	(284 709)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	586 250	
Stocks de fournitures	11	41 399	(22 228)
Autres actifs non financiers	12	(11 530)	(2 073)
	13	3 846 540	3 842 168
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(7 116 238)	(4 445 638)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	2 962	3 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(7 113 276)	(4 442 638)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	(8 989)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		(8 989)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	8 647 000	9 484 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(5 224 000)	(8 553 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(53 117)	(67 596)
Autres			
▪	28.1		
	29	3 369 883	863 404
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	103 147	253 945
Solde déjà établi	31	8 130 667	7 876 722
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	8 130 667	7 876 722
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	8 233 814	8 130 667

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Bois-des-Filion est un organisme municipal existant en vertu de la loi sur les cités et villes (LRQ,cc-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Tableau de compilation des renseignements pour les organismes supramunicipaux :

a) Périmètre comptable

Identification	Mandat	Opérations	Consolidé
CMM-Montréal	Prévu par la loi	193 337 \$	Non
MRC Thérèse-De Blainville	Prévu par la loi	76 100 \$	Non
ARTM	Transport en commun	576 243 \$	Non

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Bois-des-Filion, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations corporelles, la valeur nette de réalisation des stocks, la dépréciation des actifs financiers, le passif aux titres des sites contaminés et la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente.

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus et les charges sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession de propriétés destinées à la revente est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et des équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que certains placements temporaires.

Placements de portefeuille

Les placements temporaires et les autres placements sont présentés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont les suivants :

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux annuels suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Infrastructures	2,50 % à 5,00 %
Bâtiments	2,50 % à 3,33 %
Véhicules	5,00 % à 20,00 %
Ameublement et équipement de bureau	10,00 % à 33,33 %
Améliorations locatives	25 %
Machinerie, outillage et équipement	5,00 % à 10,00 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Revenus de transferts :

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement du Régime Enregistré d'Épargne-Retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisée comme un régime de retraite à cotisations déterminées. La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge de fonctionnement au Régime de retraite des élus municipaux et au Régime de retraite par financement salarial de la FTQ est comptabilisée comme régimes de retraite à prestations déterminées. La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins du financement à long terme des activités de fonctionnement au niveau des frais de financement de la dette long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et autres actifs financiers, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact sur les résultats des activités et sur la situation financière.

J) Autres éléments

Participation dans la Société d'habitation de Bois-des-Filion

Statut juridique : Association personnifiée constituée en vertu de la Loi sur les compagnies du Québec, partie III, le 6 mai 2002.

La participation dans cette entreprise municipale est présentée au coût et dépréciée lors d'une baisse de valeur durable.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - Instruments financiers, SP 3041 - Placements de portefeuille, SP 2601 - Conversion des devises et SP 1201 - Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

L'adoption de ces nouvelles exigences, appliquées de façon prospective, n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville, mis à part en ce qui concerne la divulgation d'information portant sur les risques découlant des instruments financiers présentée à la note 25.

Adoption initiale - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 233 814	8 130 667
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	8 233 814	8 130 667
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	8 233 814	8 130 667
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	7		
	8	2 963 896	6 401 839

Note

L'encaisse inclut des montants provenant de l'excédent de fonctionnement affecté et de réserves financières et fonds réservés.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 039 152	965 796
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 057 687	5 711 018
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 256 924	1 952 692
Organismes municipaux	13	564 460	567 159
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	481 157	566 998
	15	11 399 380	9 763 663
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 162 065	3 124 557
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	4 162 065	3 124 557
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	207 332	181 562
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 336 011	4 964 524
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	57 694	57 694
Ministère de la Culture et des Communications	25	140 067	121 382
Autres ministères/organismes	26	523 915	567 418
	27	6 057 687	5 711 018

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 8 986 005 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	47 310	56 894
Autres placements	34		
		35	56 894
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Le placement à titre d'investissement est un fonds de garantie de franchise collective.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	586 250	
Autres	39		
		40	586 250

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville de Bois-des-Filion dispose d'une facilité de crédit autorisée de 1 500 000 \$ qui porte intérêt au taux préférentiel. Cette facilité de crédit est inutilisée au 31 décembre 2023 et est renouvelable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 528 561	1 588 839
Salaires et avantages sociaux	42	339 807	313 347
Dépôts et retenues de garantie	43	1 188 142	1 008 380
Provision pour contestations d'évaluation	44		9 643
Autres			
▪ Intérêts courus DLT	45.1	327 117	223 266
▪ Organismes municipaux	45.2	585 362	762 601
▪ Gouvernements Qc et Canada	45.3	(235)	1 298
		46	3 907 374

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation et les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 3 629 710 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	138 001	111 191
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	451 678	606 192
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Loisirs et autres	60.1	65 921	58 019
	61	655 600	775 402

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	5,35	2024	2028	62	29 050 000	25 627 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	29 050 000	25 627 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(260 741)	(207 624)
					72	28 789 259	25 419 376

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	6 338 000			6 338 000
2025	74	4 960 000			4 960 000
2026	75	3 295 000			3 295 000
2027	76	7 600 000			7 600 000
2028	77	6 857 000			6 857 000
2029 et plus	78				
	79	29 050 000			29 050 000
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	29 050 000			29 050 000

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	300 513
Régimes de retraite des élus municipaux	89	23 738
	90	324 251
		267 339
		22 160
		289 499

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92	49 000	49 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95	49 000	49 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Le passif des sites contaminés représente les frais estimatifs de décontamination d'un terrain contaminé suite à l'estimation effectuée par une firme d'ingénieurs pour la réhabilitation environnementale de ce terrain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	11 246 273	763 973		12 010 246
Eaux usées	103	18 455 404	795 574		19 250 978
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	27 244 823	698 853	250 990	27 692 686
Autres					
▪ Parc, stationnement et autres	105.1	12 356 702	51 748		12 408 450
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	24 361 284	2 538 567	875 000	26 024 851
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	3 012 460	1 067 730	45 444	4 034 746
Ameublement et équipement de bureau	110	2 012 532	71 854	37 731	2 046 655
Machinerie, outillage et équipement divers	111	6 248 100	1 103 464	178 110	7 173 454
Terrains	112	5 526 843	153 663		5 680 506
Autres	113	25 487			25 487
	114	110 489 908	7 245 426	1 387 275	116 348 059
Immobilisations en cours	115	1 069 595	(129 188)	1	940 406
	116	111 559 503	7 116 238	1 387 276	117 288 465
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	5 316 562	257 991		5 574 553
Eaux usées	118	7 610 369	499 707		8 110 076
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	11 535 953	690 233	235 425	11 990 761
Autres					
▪ Parc, stationnement et autres	120.1	7 861 752	462 505		8 324 257
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	5 851 939	626 854	107 552	6 371 241
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	2 002 146	175 206	45 444	2 131 908
Ameublement et équipement de bureau	125	1 580 058	153 489	37 732	1 695 815
Machinerie, outillage et équipement divers	126	4 484 702	430 735	177 865	4 737 572
Autres	127	25 487			25 487
	128	46 268 968	3 296 720	604 018	48 961 670
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	65 290 535			68 326 795
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	586 250	586 250
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136	586 250	586 250
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	586 250	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138		586 250

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurance payées d'avance	144.1	48 086	43 817
▪ Autres frais payés d'avance	144.2	35 794	28 533
Autres			
▪	145.1		
	146	83 880	72 350

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats de service, la Ville s'est engagée à verser une somme totalisant 9 576 409 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2024	-	5 639 244 \$
2025	-	1 729 965 \$
2026	-	1 470 772 \$
2027	-	551 918 \$
2028	-	184 510 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme, dont les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 1 624 785 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2024	-	994 091 \$
2025	-	156 317 \$
2026	-	154 146 \$
2027	-	158 087 \$
2028	-	162 144 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, les mutations et les amendes et pénalités, et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Non en souffrance	57 091 \$	56 166 \$
En souffrance		
31 à 60 jours	18 614 \$	14 374 \$
61 à 90 jours	- \$	425 \$
91 jours et +	39 429 \$	28 140 \$
	115 134 \$	99 105 \$
Moins la provision pour créances douteuses	3 912 \$	3 912 \$
	<u>111 222 \$</u>	<u>95 193 \$</u>

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	3 912 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	0 \$
Montants recouvrés	0 \$
Solde à la fin	3 912 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 968 754 \$	- \$	- \$	49 000 \$	4 017 754 \$
Dettes à long terme	6 338 000 \$	15 855 000 \$	6 857 000 \$	- \$	29 050 000 \$
	<u>10 306 754 \$</u>	<u>15 855 000 \$</u>	<u>6 857 000 \$</u>	<u>49 000 \$</u>	<u>33 067 754 \$</u>

31 décembre 2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 907 373 \$	- \$	- \$	49 000 \$	3 956 373 \$
Dettes à long terme	5 224 000 \$	13 284 000 \$	7 119 000 \$	- \$	25 627 000 \$
	<u>9 131 373 \$</u>	<u>13 284 000 \$</u>	<u>7 119 000 \$</u>	<u>49 000 \$</u>	<u>29 583 373 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les placements de portefeuille et la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2023 d'un montant de 82 338 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	16 526 374	16 675 455		16 675 455	15 505 228	
Compensations tenant lieu de taxes	2	219 976	178 387		178 387	181 990	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	757 342	947 243		947 243	805 490	
Services rendus	5	1 294 357	1 567 293		1 567 293	1 314 540	
Imposition de droits	6	1 321 625	1 810 913		1 810 913	1 443 812	
Amendes et pénalités	7	561 720	644 150		644 150	693 996	
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	345 732	844 266		844 266	453 506	
Autres revenus	10		(780 296)		(780 296)	13 624	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	21 027 126	21 887 411		21 887 411	20 412 186	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 026 660	2 026 660		2 026 660	2 236 018	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17					12 000	
Autres	18	300 000	282 894		282 894	345 155	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 326 660	2 309 554		2 309 554	2 593 173	
	22	23 353 786	24 196 965		24 196 965	23 005 359	
Charges							
Administration générale	23	2 657 207	2 650 222	173 906	2 824 128	2 587 811	
Sécurité publique	24	4 947 764	4 909 869	342 944	5 252 813	4 933 735	
Transport	25	2 501 112	2 557 575	818 510	3 376 085	2 942 091	
Hygiène du milieu	26	3 712 964	3 351 888	1 021 895	4 373 783	3 914 147	
Santé et bien-être	27	66 386	66 386		66 386	60 905	
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 130 339	1 124 344	42 016	1 166 360	1 052 298	
Loisirs et culture	29	4 466 954	3 971 182	897 449	4 868 631	4 764 382	
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	856 589	844 569		844 569	623 139	
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 242 124	3 296 720	(3 296 720)			
	34	23 581 439	22 772 755		22 772 755	20 878 508	
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(227 653)	1 424 210		1 424 210	2 126 851	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(227 653)	1 424 210	2 126 851
Moins : revenus d'investissement	2 (	2 326 660)(	2 309 554)(	2 593 173)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 554 313)	(885 344)	(466 322)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	3 242 124	3 296 720	3 215 362
Produit de cession	5		2 962	3 000
(Gain) perte sur cession	6		780 296	3 696
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	3 242 124	4 079 978	3 222 058
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		9 584	7 032
	15		9 584	7 032
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	117 225	83 257	44 599
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 041 534)(	2 114 832)(	1 879 585)
	18	(1 924 309)	(2 031 575)	(1 834 986)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	175 294)(	161 673)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 430 000		400 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(116 640)	(66 632)	(115 451)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(76 862)	(45 715)	(7 956)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 236 498	(287 641)	114 920
	26	2 554 313	1 770 346	1 509 024
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		885 002	1 042 702

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 309 554	2 593 173
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	176 308)(	164 212)
Sécurité publique	3 (	1 014 181)(	241 929)
Transport	4 (	353 860)(	427 406)
Hygiène du milieu	5 (	3 091 257)(	2 586 030)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	60 921)(	224 868)
Loisirs et culture	8 (	2 419 711)(	801 193)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	7 116 238)(	4 445 638)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)	8 989)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 417 067	3 193 973
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	175 294	161 673
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	1 071 751	322 437
	19	1 247 045	484 110
	20	(1 452 126)	(776 544)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	857 428	1 816 629

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	6 032 322	5 775 326	5 200 515
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 339 145	1 319 824	1 158 773
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	3 852 398	3 858 130	3 437 169
Autres biens et services	8	7 232 043	6 655 302	6 215 545
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	709 334	712 925	534 402
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	147 255	131 644	88 737
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	828 789	845 680	775 605
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	46 750	36 889	37 376
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	3 242 124	3 296 720	3 215 362
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Créances douteuses	21.1	11 250	25 914	24 881
Subventions et réclamations	21.2	88 700	25 204	59 529
Autres	21.3	51 329	89 197	130 614
	22	23 581 439	22 772 755	20 878 508

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 123 247	1 933 246
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 285 500	2 590 500
Réserves financières et fonds réservés	3	1 870 904	2 861 634
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	3 852 833	3 009 795
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	44 387 986	43 701 085
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	55 520 470	54 096 260
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 123 247	1 933 246
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 123 247	1 933 246
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affectation budget subséquent	12.1	125 000	1 430 000
▪ Infrastructures	12.2	1 160 500	1 160 500
	13	1 285 500	2 590 500
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 285 500	2 590 500

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Ass. invalidité courte durée	17.1 36 000	37 557
	18	36 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	1 613 102
Organismes contrôlés et partenariats	22	2 537 563
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	182 802
Organismes contrôlés et partenariats	26	267 014
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	39 000
Autres		19 500
▪	30.1	
	31	1 834 904
	32	1 870 904
		2 824 077
		2 861 634

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	132 981)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 (	132 981)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	132 981
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	87 266
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	132 981
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 4 049 466	3 463 608
Investissements à financer	66 (196 633)(	453 813)
	67 3 852 833	3 009 795
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 68 326 795	65 290 535
Propriétés destinées à la revente	69 586 250	586 250
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71 47 310	56 894
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72 187 395	187 395
	73 69 147 750	66 121 074
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 69 147 750	66 121 074
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (28 789 259)(	25 419 376)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (260 741)(	207 624)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 4 162 065	3 124 557
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 128 171	82 454
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (24 759 764)(	22 419 989)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (24 759 764)(	22 419 989)
	84 44 387 986	43 701 085

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

La cotisation de l'employeur au REER du personnel cadre est comptabilisée comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La cotisation de l'employeur au régime de retraite par financement salarial de la FTQ concerne le personnel syndiqué col blanc et col bleu. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées. Il s'agit d'un régime géré par la FTQ et l'employeur assume aucun risque quant à la valeur des obligations dudit régime.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	245 449	230 330
Autres régimes	115	55 064	37 009
	116	300 513	267 339

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	5

Description du régime

Cotisations des élus au RREM (Case D - Relevé 1 - 5 élus dans les relevés gouvernementaux)

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	7 044	6 576
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	23 738	22 160
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	23 738	22 160

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 764 854	8 795 278	8 174 698
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	2 371 059	2 379 969	2 178 737
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	11 135 913	11 175 247	10 353 435
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 387 762	1 470 805	1 348 633
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 505 079	1 498 953	1 462 949
Autres				
▪ Égout et eaux usées	16.1	1 192 574	1 221 510	1 184 053
▪ Déneigement et environnement	16.2	94 890	97 373	60 890
▪ Services	16.3	47 214	47 214	48 590
Centres d'urgence 9-1-1	17	54 686	53 006	50 024
Service de la dette	18	471 313	470 676	420 931
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	636 943	640 671	575 723
Activités d'investissement	21			
	22	5 390 461	5 500 208	5 151 793
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	5 390 461	5 500 208	5 151 793
	27	16 526 374	16 675 455	15 505 228

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	22 528	19 031	18 488
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	197 420	159 332	163 479
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	219 948	178 363	181 967
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	28	24	23
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	28	24	23
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	219 976	178 387	181 990

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	20 700	34 105	47 873
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	94 987	77 482	101 768
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			2 178
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63	6 587	111 705	10 970
Traitement des eaux usées	64	158	92	397
Réseaux d'égout	65	38 310	61 083	40 609
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67	102 000	158 226	126 519
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	3 850	4 229	11 404
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	90 309	101 809	98 706
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	356 901	548 731	440 424

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			(156 411)
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102	1 808 983	1 808 983	2 356 274
Traitement des eaux usées	103	164 582	164 582	13 164
Réseaux d'égout	104			3 226
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107	53 095	53 095	19 765
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	2 026 660	2 026 660
			2 236 018

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	238 000	236 072	237 548
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	162 441	162 440	127 518
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	400 441	398 512	365 066
TOTAL DES TRANSFERTS	136	2 784 002	2 973 903	3 041 508

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141	19 189	19 353	18 275
Sécurité incendie	142	666 895	721 314	667 726
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	686 084	740 667	686 001
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159	101 342	165 752	100 924
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	101 342	165 752	100 924

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174	59 500	76 903	56 019
Autres	175			
	176	59 500	76 903	56 019
Réseau d'électricité	177			
	178	846 926	983 322	842 944

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	179	700	611	735
Évaluation	180	13 000	13 800	13 327
Autres	181	60 333	147 012	71 840
	182	74 033	161 423	85 902
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	9 087	7 231	5 954
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	9 087	7 231	5 954
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	11 527	11 527	11 974
Enlèvement de la neige	189	46 729	47 983	44 757
Autres	190	500	2 554	659
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	58 756	62 064	57 390
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	5 500	5 500	3 850
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200	5 500	5 500	3 850
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201		70	
Matières recyclables	202	77 500	51 042	63 874
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	88 500	62 112	71 574

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	85	380	63
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214	50		116
Autres	215			
	216	135	380	179
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	185 695	248 485	207 903
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	1 975	4 844	3 020
Autres	219	29 250	37 432	39 674
	220	216 920	290 761	250 597
Réseau d'électricité	221			
	222	447 431	583 971	471 596
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 294 357	1 567 293	1 314 540

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	118 425	129 623	74 073
Droits de mutation immobilière	225	1 203 200	1 681 290	1 369 739
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	1 321 625	1 810 913	1 443 812
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	561 720	644 150	693 996
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	345 732	844 266	453 506
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		(780 296)	(3 696)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			17 320
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			12 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238		(1 670)	1 670
Autres contributions	239	300 000	284 564	343 485
Redevances réglementaires	240			
Autres	241			
	242	300 000	(497 402)	370 779
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	354 238	353 370		353 370	343 776
Greffe et application de la loi	2	645 769	706 693		706 693	566 599
Gestion financière et administrative	3	622 694	641 147		641 147	602 202
Évaluation	4	231 974	121 369		121 369	107 277
Gestion du personnel	5	326 421	354 287		354 287	367 320
Autres						
▪ Administration	6.1	476 111	473 356	173 906	647 262	600 637
	7	2 657 207	2 650 222	173 906	2 824 128	2 587 811
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	2 700 349	2 707 537		2 707 537	2 557 164
Sécurité incendie	9	2 127 361	2 110 687	341 338	2 452 025	2 286 140
Sécurité civile	10	21 706	8 386		8 386	20 599
Autres	11	98 348	83 259	1 606	84 865	69 832
	12	4 947 764	4 909 869	342 944	5 252 813	4 933 735
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	895 786	953 600	776 796	1 730 396	1 487 070
Enlèvement de la neige	14	808 247	785 122	20 810	805 932	692 672
Éclairage des rues	15	46 000	51 000	14 517	65 517	60 024
Circulation et stationnement	16	157 143	176 655		176 655	135 396
Transport collectif						
Transport en commun	17	593 936	591 198	6 298	597 496	566 840
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20			89	89	89
	21	2 501 112	2 557 575	818 510	3 376 085	2 942 091

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	734 640	745 218		745 218	504 160
Réseau de distribution de l'eau potable	23	415 739	345 893	290 894	636 787	667 628
Traitement des eaux usées	24	475 413	395 914	297 157	693 071	651 366
Réseaux d'égout	25	350 103	387 636	347 090	734 726	586 334
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	396 306	342 752	9 286	352 038	346 268
Élimination	27	87 562	75 150		75 150	66 289
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	355 319	297 750	46 280	344 030	371 393
Tri et conditionnement	29	17 418	78 621		78 621	18 438
Matières organiques						
Collecte et transport	30	274 780	216 459	5 198	221 657	218 334
Traitement	31	83 399	69 309	5 198	74 507	62 483
Matériaux secs	32	125 650	129 350	10 396	139 746	119 869
Autres	33	105 332	107 862	10 396	118 258	104 268
Plan de gestion						
Autres	35					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	37	291 303	159 974		159 974	197 317
Autres	38					
	39	3 712 964	3 351 888	1 021 895	4 373 783	3 914 147
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	66 386	66 386		66 386	60 905
Sécurité du revenu	41					
Autres	42					
	43	66 386	66 386		66 386	60 905

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	767 611	707 021	31 372	738 393	753 382
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47					
Tourisme	48					
Autres	49	362 728	417 323	9 497	426 820	297 769
Autres	50			1 147	1 147	1 147
	51	1 130 339	1 124 344	42 016	1 166 360	1 052 298
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	807 806	841 721		841 721	734 559
Patinoires intérieures et extérieures	53	174 987	128 191		128 191	137 657
Piscines, plages et ports de plaisance	54	110 630	93 291		93 291	98 994
Parcs et terrains de jeux	55	1 667 522	1 420 504		1 420 504	1 388 552
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	184 847	76 789		76 789	123 474
Autres	58			557 858	557 858	615 085
	59	2 945 792	2 560 496	557 858	3 118 354	3 098 321
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	382 822	363 901		363 901	345 721
Bibliothèques	61	900 043	874 406	158 173	1 032 579	968 532
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	238 297	172 379	181 418	353 797	351 808
	65	1 521 162	1 410 686	339 591	1 750 277	1 666 061
	66	4 466 954	3 971 182	897 449	4 868 631	4 764 382

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	779 886	771 008			771 008	553 502
Autres frais	69	76 703	73 561			73 561	69 637
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71						
	72	856 589	844 569			844 569	623 139
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	3 242 124	3 296 720 (	3 296 720)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	804 811	843 517
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	843 865	858 280
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	876 616	1 084 005
Ponts, tunnels et viaducs	7	22 373	121 069
Systèmes d'éclairage des rues	8	8 888	28 389
Aires de stationnement	9		43
Parcs et terrains de jeux	10	107 424	186 689
Autres infrastructures	11		13 402
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	247 262	85 174
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 920 470	420 406
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 055 659	234 502
Ameublement et équipement de bureau	18	234 318	200 968
Machinerie, outillage et équipement divers	19	985 270	261 644
Terrains	20	9 282	107 550
Autres	21		
	22	7 116 238	4 445 638

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	804 811	843 517
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	843 865	858 280
Autres infrastructures	5	1 015 301	1 292 073
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		141 524
Autres immobilisations corporelles	11	4 452 261	1 310 244
	12	7 116 238	4 445 638

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	267 014	9 890	94 101
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 645 519	385 106	875 119
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 589 910	7 069 224	4 109 508
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	22 502 443	7 464 220	5 078 728
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 124 557	1 182 780	145 272
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	3 124 557	1 182 780	145 272
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15	3 124 557	1 182 780	145 272
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	3 124 557	1 182 780	145 272
	19	25 627 000	8 647 000	5 224 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	25 627 000	8 647 000	5 224 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	29 050 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	196 633
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	182 803
--	---	---------

Débiteurs	8	4 162 065
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	3 641 801
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	21 259 964
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	

Endettement net à long terme	14	21 259 964
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	16	120 558
---------------------------	----	---------

Autres organismes	17	1 204 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	18	22 584 522
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 584 522
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	108 858	126 951	109 088
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	577 445	576 243	554 440
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	66 386	66 386	60 905
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	76 100	76 100	51 172
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	828 789	845 680	775 605

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1	102 068	100 259
Charges sociales	2	26 032	19 709
Biens et services	3	6 988 138	4 325 670
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 116 238	4 445 638

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	31,96	35,00	61 819,00	3 119 629	829 544	3 949 173
Professionnels	2						
Cols blancs	3	16,26	34,00	28 890,00	779 477	164 792	944 269
Cols bleus	4	18,90	38,00	37 727,00	960 124	168 349	1 128 473
Policiers	5						
Pompiers	6	14,14	35,00	24 869,00	762 556	101 854	864 410
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	81,26		153 305,00	5 621 786	1 264 539	6 886 325
Élus	9	7,00			255 608	81 317	336 925
	10	88,26			5 877 394	1 345 856	7 223 250

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	111 705	553 549	1 255 434		1 920 688
Traitement des eaux usées	4	92	50 362	114 220		164 674
Réseaux d'égout	5	61 083				61 083
Autres	6	726 608	53 095	27 755	20 000	827 458
	7	899 488	657 006	1 397 409	20 000	2 973 903

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	122 185	91 447
	4	122 185	91 447
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	121 255	111 896
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	121 255	111 896
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	172 865	136 433
Enlèvement de la neige	11	245	597
Autres	12	9 952	10 335
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	183 062	147 365
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		429
Réseau de distribution de l'eau potable	17	24 867	9 259
Traitement des eaux usées	18	2 010	2 765
Réseaux d'égout	19	52 952	20 418
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	20 126	17 715
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	99 955	50 586
Santé et bien-être			
Logement social	27	467	715
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	467	715
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	1 109	1 215
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	4 660	4 712
	35	5 769	5 927
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	152 130	125 974
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	137 166	77 026
Autres	38	22 580	12 203
	39	311 876	215 203
Réseau d'électricité			
	40		
	41	844 569	623 139

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gilles Blanchette	1.1 Maire	50 214	18 207	22 188	
Denis Poirier	1.2 Conseiller	20 309	10 154		
Denis Poirier	1.3 Maire suppléant	490	245		
Ginette Gagné-Stoklosa	1.4 Conseiller	20 309	10 154		
Denis Bourgeois	1.5 Conseiller	20 309	10 154		
Denis Bourgeois	1.6 Maire suppléant	490	245		
Odette Filion	1.7 Conseiller	20 309	10 154		
Gilbert Guérette	1.8 Conseiller	20 309	10 154		
Gilbert Guérette	1.9 Maire suppléant	979	490		
Benoist Latour	1.10 Conseiller	20 309	10 154		
Benoist Latour	1.11 Maire suppléant	979	490		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 3 400 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 \$

Ligne 9 : Autres charges 11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 \$

Ligne 24 : Libres 20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 \$

Constatés au cours de l'exercice 24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 130 050 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 377 402 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-10-519
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-29
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 3
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 1
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 755
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 351
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 3
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité**OUI** **NON**

- | | | | |
|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| <p>Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».</p> | | | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 4 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 6 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 9 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-14

Nom du signataire : Francis Campeau

Fonction du signataire : DGA et trésorier

Date de transmission au Ministère : 2024-05-15

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-03 10:42

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	21 027 126	21 887 411	20 412 186
Investissement	2	2 326 660	2 309 554	2 593 173
	3	23 353 786	24 196 965	23 005 359
Charges				
	4	23 581 439	22 772 755	20 878 508
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(227 653)	1 424 210	2 126 851
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 326 660)(	2 309 554)(	2 593 173)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(2 554 313)	(885 344)	(466 322)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 242 124	3 296 720	3 215 362
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	117 225	83 257	44 599
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 041 534)(	2 114 832)(	1 879 585)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)(	175 294)(	161 673)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 236 498	(112 347)	276 593
Autres éléments de conciliation	13		792 842	13 728
	14	2 554 313	1 770 346	1 509 024
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		885 002	1 042 702

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 233 814	8 130 667
Débiteurs	2	11 399 380	9 763 663
Placements de portefeuille	3	47 310	56 894
Autres	4	773 645	187 395
	5	20 454 149	18 138 619
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	28 789 259	25 419 376
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	4 673 354	4 731 776
	10	33 462 613	30 151 152
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(13 008 464)	(12 012 533)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	68 326 795	65 290 535
Autres	13	202 139	818 258
	14	68 528 934	66 108 793
Excédent (déficit) accumulé	15	55 520 470	54 096 260

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 123 247	1 933 246
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Affectation budget subséquent	2.1	125 000	1 430 000
▪ Infrastructures	2.2	1 160 500	1 160 500
	3	1 285 500	2 590 500
Réserves financières			
▪ Ass. invalidité courte durée	4.1	36 000	37 557
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	1 613 102	2 537 563
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	182 802	267 014
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	39 000	19 500
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	3 852 833	3 009 795
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	44 387 986	43 701 085
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	55 520 470	54 096 260

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	21 259 964
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	22 584 522
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	182 803	267 014
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	22 549 626	19 589 910
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 155 506	2 645 519
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 162 065	3 124 557
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	29 050 000	25 627 000
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	16 526 374	16 675 455	15 505 228
Compensations tenant lieu de taxes	13	219 976	178 387	181 990
Quotes-parts	14			
Transferts	15	757 342	947 243	805 490
Services rendus	16	1 294 357	1 567 293	1 314 540
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 883 345	2 455 063	2 137 808
Autres	18	345 732	63 970	467 130
	19	21 027 126	21 887 411	20 412 186
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	2 026 660	2 026 660	2 236 018
Autres	23	300 000	282 894	357 155
	24	2 326 660	2 309 554	2 593 173
	25	23 353 786	24 196 965	23 005 359
<i>Extrait du rapport financier, page S12</i>				

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	2 657 207	2 650 222	173 906		2 824 128	2 587 811
Sécurité publique							
Police	2	2 700 349	2 707 537			2 707 537	2 557 164
Sécurité incendie	3	2 127 361	2 110 687	341 338		2 452 025	2 286 140
Autres	4	120 054	91 645	1 606		93 251	90 431
Transport							
Réseau routier	5	1 907 176	1 966 377	812 123		2 778 500	2 375 162
Transport collectif	6	593 936	591 198	6 298		597 496	566 840
Autres	7			89		89	89
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 975 895	1 874 661	935 141		2 809 802	2 409 488
Matières résiduelles	9	1 445 766	1 317 253	86 754		1 404 007	1 307 342
Autres	10	291 303	159 974			159 974	197 317
Santé et bien-être	11	66 386	66 386			66 386	60 905
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	767 611	707 021	31 372		738 393	753 382
Promotion et développement économique	13	362 728	417 323	9 497		426 820	297 769
Autres	14			1 147		1 147	1 147
Loisirs et culture	15	4 466 954	3 971 182	897 449		4 868 631	4 764 382
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	856 589	844 569			844 569	623 139
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	20 339 315	19 476 035	3 296 720		22 772 755	20 878 508
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 242 124	3 296 720 (	3 296 720)			
	21	23 581 439	22 772 755			22 772 755	20 878 508

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 309 554	2 593 173
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	7 116 238)(	4 445 638)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	8 989)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 417 067	3 193 973
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	175 294	161 673
Excédent accumulé	6	1 071 751	322 437
	7	(1 452 126)	(776 544)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	857 428	1 816 629

Extrait du rapport financier, page S14